

Les notes d'analyse du CIHEAM

N°2 – juin 2005

Industries, consommations et marchés alimentaires en Méditerranée

Giulio Malorgio

Université de Bologne (Italie)

Industries, consommations et marchés alimentaires en Méditerranée¹

Giulio Malorgio

Université de Bologne, Italie

1. L'industrie de transformation

La production de l'industrie alimentaire a enregistré en 2003 dans la plupart des pays de la Méditerranée une modeste croissance. Moins importante par rapport à l'année précédente, mais en moyenne, elle est supérieure à celle de l'industrie manufacturière dans l'ensemble. La conjoncture difficile marquée par un ralentissement de l'économie dans la plupart des pays, du fait à la fois de la faible demande intérieure et extérieure, et la baisse de l'offre de produits agricoles qui se sont répercutées sur la hausse des prix, sont les éléments qui ont influencé la production agro-alimentaire. L'augmentation du prix moyen des matières premières agricoles et celle de l'énergie se sont traduites par des résultats financiers en baisse.

Maroc

La production des industries de transformation au Maroc a évolué en 2003 à un rythme sensiblement inférieur à celui du PIB global (3,8 % contre 5,2 %) mais ce rythme est cependant légèrement supérieur à la moyenne du PIB hors agriculture (3,2 %). Nous avons déjà noté que, parmi l'ensemble des industries de transformation, les industries agro-alimentaires ont plutôt favorablement évolué, du moins par rapport à l'année précédente : en réalisant un taux de croissance presque égal à celui du secteur industriel dans son ensemble (3,7 %), ils font quand même nettement mieux qu'en 2002, année pendant laquelle leur croissance n'avait été que de 1,9 %.

Le secteur des industries agro-alimentaires (IAA) au Maroc compte 1 767 établissements, ce qui représente 23,7 % de l'ensemble des unités industrielles du pays. Ces entreprises ont réalisé près du tiers (32,6 %) de la production totale des produits industriels et contribué à raison du cinquième (20,4 %) des exportations totales des mêmes produits. Les IAA ont également assuré le quart des investissements industriels et employé près de 15 % des effectifs travaillant dans l'industrie de transformation. On peut remarquer une tendance à la perte d'emplois dans l'agro-industrie, ils auraient encore sensiblement baissé puisqu'ils n'atteignent pas 64 000 personnes.

Les industries agro-alimentaires au Maroc : une croissance modeste

La légère croissance de la production des industries alimentaires a été le résultat d'une forte baisse observée au niveau de la fabrication des produits de la chocolaterie-confiserie (-13,9 %), d'une diminution moins marquée du travail des grains et de farines (-1,2 %) et d'une variation positive mais très modeste de l'industrie du sucre (2 %) et de celle de la boulangerie, pâtisserie et biscuiterie (1,6 %). Les autres industries alimentaires qui ont progressé de façon nettement plus rapide que la catégorie précédente ont connu une évolution très différenciée de leurs composantes. Certaines ont été caractérisées par un dynamisme très particulier. Leurs vitesses respectives de développement ont été très rapides atteignant parfois le rythme de presque 19 %. C'est le cas, notamment, de la production des conserves, fruits et légumes et des corps gras d'origine végétale ou animale dont le rythme d'évolution a atteint 12 %. D'autres au contraire, comme la fabrication des aliments pour animaux, ont régressé de façon franche (-7,7 %). Les activités restantes composant ce sous-secteur ont évolué à des cadences relativement moins accélérées. La production du lait a augmenté de 5,1 %, celle de la préparation des conserves de poissons et autres fruits de mer s'est développée de 2,6 %, alors que la fabrication des produits alimentaires divers a stagné. De son côté, l'industrie des boissons et tabacs a vu sa production augmenter de 2 % entre 2002 et 2003. Cette croissance timide a été enregistrée en dépit du bon comportement de la production des bières et malt et de la fabrication des spiritueux dont les progressions respectives ont été de 4,1 %. La production du tabac s'est accrue quant à elle de 2 %.

Source: Centre Marocain de Conjoncture, Bilan économique et social 2003, Bulletin n°27, Rabat, juin 2004.

¹ Cette note d'analyse est extraite du rapport annuel *Agri.Med 2005* du CIHEAM.

Au regard du critère de la production, la structure des industries alimentaires (hors tabac) en 2002 apparaît dominée par les unités de transformation des denrées de base : les céréales et sous-produits avec près du tiers de l'ensemble (32 %), le lait et ses dérivés (13 %), les corps gras (11 %) et le sucre (10 %). On notera que ces industries sont par ailleurs essentiellement orientées vers la satisfaction de la demande interne, les exportations n'y représentant –quand elles existent- qu'une part tout à fait marginale (moins de 5 %). C'est également le cas des industries des boissons et des viandes (cette dernière étant d'ailleurs quasiment embryonnaire, avec 1 % à peine de l'ensemble). En revanche, l'industrie du poisson, dont la part dans l'ensemble n'est pas négligeable (14 %), est à 90 % orientée vers les exportations. Il en va de même, quoique à un moindre degré de l'industrie de transformation des fruits et légumes, qui contribue pour 5 % à la production totale, mais destine les deux tiers de sa production aux marchés extérieurs.

Italie

Pour l'année 2003, l'industrie alimentaire italienne confirme sa deuxième place dans le classement des secteurs manufacturiers du pays. Dans une conjoncture difficile, marquée par une forte stagnation, l'industrie alimentaire italienne a terminé l'année avec une croissance de la production de 1,3 %, face à un recul de la production de 0,8 % de toute l'industrie nationale.

Le chiffre d'affaires de l'industrie alimentaire en 2003, malgré la baisse des exportations, a atteint les 103 milliards d'euros, qui sont le fruit du travail de 36 900 entreprises environ, petites et moyennes entreprises (PME) pour la plupart (dont 6 910 emploient plus de 9 personnes) et de 440 000 travailleurs environ (dont 273 000 sont employés dans des entreprises comptant plus de 9 personnes), qui se maintiennent au même niveau qu'en 2002.

La valeur ajoutée de l'industrie alimentaire a progressé de 5,9 % par rapport à l'année dernière pour atteindre près de 34 851 millions d'euros qui représentent environ 11 % du secteur industriel et 20 % de l'ensemble du système agro-alimentaire.

Dans les différents volets qui composent le secteur agro-alimentaire, les variations des chiffres d'affaires les plus significatives sont celles de la viande, notamment de volaille (+19,5 %), de l'industrie du poisson (+15,2 %) et de la confiserie (+11,2 %). D'autres variations du chiffre d'affaires, un peu moins prononcées, concernent les boissons sans alcool (+6,3 %) et les conserves de légumes (+6,1 %). Par contre, on enregistre d'importantes variations négatives pour le sucre (-25,2 %) et le vin (-25,2 %).

En matière de prix, 2003 a été une année difficile en raison de polémiques sur l'inflation réelle et sur celle ressentie par les consommateurs. Dans ce contexte, la moyenne des prix à la production des produits de l'industrie alimentaire a marqué une augmentation de 2,8 %, à peine supérieure à celle du taux d'inflation (2,7 %) et en tout cas inférieure à la croissance des prix à la consommation qui a atteint 3,1 %. La poussée donnée par ce secteur à l'inflation est donc restée marginale et il faut en chercher les causes avant tout dans les carences structurelles de la chaîne de distribution.

La croissance des prix à la consommation des produits alimentaires, soutenue au cours des derniers mois de 2003, revient en grande partie à l'évolution des produits frais. Face à une augmentation sur la moyenne de l'année de 3,1 %, les prix des fruits ont en effet affiché une croissance de 5,6 % et ceux des légumes de 4,7 %.

Il faut par ailleurs signaler la crise et les scandales financiers qui ont secoué deux des plus grands groupes de l'industrie alimentaire italienne, Cirio et Parmalat. Ces affaires sont issues d'une gestion industrielle décevante qui a mis au jour un certain degré d'insolvabilité de la part des groupes industriels, insolvabilité aggravée par des opérations peu légales qui se sont répercutées non seulement sur le système industriel et sur l'emploi, mais aussi sur un nombre important de producteurs agricoles. L'activité en Italie du Groupe Agro-alimentaire Cirio, fondée sur la production de dérivés de la tomate, de sauces et de jus de fruits, pèse plus de 240 millions d'euros de chiffre d'affaires et touche 800 employés et plus de 3 000 agriculteurs fournisseurs de matières premières. Dans le secteur des produits laitiers, Parmalat affiche en Italie un chiffre d'affaires de 950 millions d'euros et emploie 2 250 personnes.

Portugal

Au Portugal, la production de viande de volaille a enregistré une diminution de 12,1 % par rapport à l'année précédente, en raison de la crise des nitrofurans qui s'est déclenchée au mois de mars. Cette crise a touché tous les secteurs de la filière de la multiplication (œufs) jusqu'à l'abattage. La viande de dindon a été la plus affectée, car elle a subi une réduction de 21 % par rapport à 2002. Les autres produits de volaille, les canards, le poulet campagnard, etc., ont constaté aussi des diminutions de leur production mais à une échelle plus faible.

La production de lait a aussi suivi la tendance à la baisse de quelques autres produits agro-alimentaires. En effet, le lait de vache, dont la production globale a été de 1 919 millions de litres, subit une réduction de 6 % par rapport à l'année précédente, fait qui peut être expliqué par le dépassement des quotas de production au cours de la campagne 2002-2003. Pour les autres types de lait, l'évolution a été différente ; ainsi, pour le lait de brebis, nous avons constaté une augmentation (+1 %), tandis que pour le lait de chèvre, on signale une réduction (-3 %).

France

En France, l'activité et le chiffre d'affaire des industries agro-alimentaires a stagné en 2003. Si, pour l'ensemble du secteur, l'indice de la production industrielle des IAA (en volume) reste pratiquement constant (+0,2 %), les résultats de l'année ont été assez contrastés suivant les secteurs. Le grand gagnant est le secteur des boissons (+2,2 %), et les jus de fruits (+9,6 %), du fait de la canicule. Le secteur des viandes connaît une évolution contrastée : repli de la filière avicole (-4 %) qui connaît de sérieuses restructurations, mais importante croissance des préparations à base de viande et de la charcuterie. Le travail des grains et l'industrie laitière pâtissent de la baisse de la production de matières premières (-0,7 % pour les deux secteurs). De même, les aliments du bétail sont touchés par la baisse de la demande des productions agricoles hors-sol, malgré la hausse de la demande des bovins à partir de l'été, mais aussi, curieusement, par un recul de la demande des animaux de compagnie, qui représentent 10 % du tonnage total (environ 2 millions de tonnes), et beaucoup plus en valeur. Enfin, la production sucrière souffre de la faible récolte de betteraves.

La hausse des prix dans le secteur est en moyenne de 1,2 %, avec des évolutions assez comparables d'un secteur à l'autre ; seul le prix des corps gras baisse, du fait du repli des cours des graines oléagineuses. Contrairement aux autres secteurs industriels, les IAA continuent à créer des emplois, mais à un rythme très ralenti. Sur l'ensemble du secteur, la hausse de l'effectif salarié est de 900 personnes, soit +0,2 %.

Enfin, les perspectives pour 2004 sont plutôt ternes, la consommation stagnant en fin d'année, sans prévisions de reprise en vue. Contrairement aux années antérieures, des résultats « provisoires » de l'enquête annuelle d'entreprise 2003 dans les IAA ont été publiés mi-2004. Cette enquête porte sur les entreprises de 20 salariés et plus, et permet d'obtenir par sous-secteur des données structurelles et des résultats.

Pour ces entreprises, le chiffre d'affaires s'accroît faiblement (+1,1 %). Les exportations stagnent (+0,2 %), avec un très mauvais résultat pour le secteur viande (-4,2 %) ; les effectifs salariés diminuent très légèrement (les créations se sont donc plutôt faites dans le secteur de l'artisanat). Le chiffre le plus inquiétant est celui des investissements, qui régressent dans tous les secteurs, sauf dans l'industrie laitière, et la transformation des fruits et légumes, où quelques grosses opérations sont observées. Le résultat global est -4 %, meilleur que dans le reste de l'industrie (-8 %), mais loin des chiffres des années précédentes, où les IAA restaient un des secteurs industriels les plus dynamiques.

Grèce

En Grèce, le plus grand sous-secteur de la transformation est celui de l'industrie des produits alimentaires et des boissons. Il est considéré être le secteur le plus dynamique, mais 2003 a été une mauvaise année. En particulier en ce qui concerne l'industrie de la transformation alimentaire, le résultat net était de 157 467 000 euros, c'est-à-dire une baisse de 26,7 % par rapport à 2002. Les mauvais résultats en général de l'industrie alimentaire peuvent s'expliquer par deux grands facteurs : premièrement, la réduction considérable de la production agricole au cours de ces deux dernières années en raison des mauvaises conditions météorologiques et, deuxièmement, le fait qu'un certain nombre d'industries, qui étaient rentables ces dernières années, ont enregistré des pertes importantes en 2003. Dans l'ensemble, le volume de la production alimentaire et des boissons a baissé de 3,2 % en 2003.

Par ailleurs, l'industrie des boissons a obtenu des résultats nettement supérieurs avec une hausse de 32,4 % des bénéfices nets. L'industrie du tabac a eu une très mauvaise année tout comme l'industrie du textile ; ce secteur autrefois prospère et d'une importance cruciale pour l'économie domestique se trouve aujourd'hui dans une situation difficile en raison de la concurrence accrue de pays tiers (surtout des pays de l'Extrême-Orient) et de la forte chute des prix sur les marchés mondiaux et les perspectives d'avenir ne sont pas bonnes.

Dans le cadre d'une analyse plus détaillée de l'industrie alimentaire grecque, il est intéressant de noter les résultats des 346 plus grandes entreprises en 2003. Les bénéfices nets totaux ont chuté de 15 % et sont passés de 345 millions d'euros en 2002 à 293,6 millions d'euros en 2003, tandis que le chiffre d'affaires total a légèrement augmenté de 3 % et s'élève à 7,2 milliards d'euros. L'industrie alimentaire nationale peut être divisée en deux catégories : malgré le fait que les profits ont baissé dans 10 des 19 sous-groupes, les 272 entreprises rentables ont augmenté leurs bénéfices en moyenne de 13,1 % à 427 millions d'euros tandis que les pertes des firmes restantes non rentables ont augmenté dans une mesure beaucoup plus grande (312 %) à presque 134 millions d'euros.

Espagne

En Espagne, la valeur de la production brute de l'industrie agro-alimentaire s'est élevée à 62,116 millions d'euros en 2003 ce qui représente une augmentation en prix courants de 5,5 % par rapport à 2002. Exprimée en prix constants, cela représente une augmentation de 3,0 % ce qui peut être considéré comme positif vu que depuis 1998 les données n'ont indiqué que de légères augmentations ou même des baisses de la production brute.

Comme nous l'avons mentionné dans le rapport de l'année dernière, une des principales caractéristiques du secteur industriel en Espagne est le pourcentage relativement élevé des petites et moyennes entreprises. En effet, dans le secteur agro-alimentaire seulement 3,39 % des entreprises occupent plus de 50 personnes, beaucoup d'entre elles étant des entreprises familiales. Ces entreprises, dont la gestion est aussi assurée par la famille, tendent à se concentrer surtout sur le marché national, un fait qui constitue une faiblesse sur un marché mondial et une menace pour les futurs résultats des entreprises.

Un autre exemple du désavantage que représente la petite taille des entreprises est illustré par les données de la consommation qui indiquent que la part des marques de distributeurs a augmenté. Elle s'élève à 21,6 % des dépenses alimentaires finales en 2003 (9,1 points de pourcentage au-dessus des chiffres de 2002). Étant donné que les marges bénéficiaires des entreprises sont plus petites sur de tels produits, les plus grandes industries alimentaires ont pu améliorer leur capital de négociation avec les détaillants et améliorer ainsi leur rentabilité.

En ce qui concerne les sous-secteurs, ceux de la viande, des boissons alcoolisées et des produits laitiers ont présenté les valeurs de production les plus élevées. Par ailleurs, l'emploi est réparti de façon plus uniforme, bien que le sous-secteur de la boulangerie représente presque un quart de l'emploi total et les industries de la viande environ un cinquième.

Turquie

En Turquie, l'industrie agro-alimentaire est tournée vers l'exportation et sa croissance est plus rapide que le taux de croissance général ; entre 1995 et 2002, le taux de croissance de l'économie a été de 2,8 % et celui de la transformation alimentaire de 3,2 %. La part de la transformation alimentaire dans le BIP a augmenté au cours de ces dernières années de 4,6 % à 4,8 %. En 2002, l'industrie alimentaire représentait 20 % de la production totale du secteur manufacturier et employait plus de 100 000 ouvriers et personnels techniques.

L'industrie de transformation agro-alimentaire regroupe aussi bien de petites entreprises individuelles que de grandes et petites coopératives ainsi que des entreprises multinationales. Il existe aussi des entreprises artisanales et spécialisées de taille petite ou modeste qui offrent des produits en nombre limité mais de haute qualité, travaillant souvent avec des méthodes et des recettes traditionnelles. Le nombre de firmes a augmenté de 25 % depuis 1994 et s'élève à 28 000 qui se répartissent comme suit : minoterie et pâtes alimentaires 65 %, lait et produits laitiers 11 %, fruits et légumes transformés 12 %, huile végétale 3,5 %, sucre 3 % et transformation de la viande 1 %. Toutefois, il existe 2 000 entreprises relativement grandes avec des technologies avancées qui représentent un montant considérable d'investissements directs étrangers ; ces investissements sont essentiellement concentrés dans les secteurs des produits laitiers et de la transformation des fruits et des légumes.

Les produits de l'industrie de la minoterie et des pâtes alimentaires : farine de blé, semoule, boulgour, pain, pâtes et biscuits représentent approximativement la moitié de la valeur de la production agro-industrielle. L'industrie à ses forces et ses faiblesses. Ses forces, énumérées par le Bureau de planification de l'État, sont: l'accès aisé aux matières premières, une main-d'œuvre qualifiée relativement bon marché, un grand marché intérieur, la proximité de marchés en développement et l'éventuel adhésion à l'UE. Ses faiblesses sont : une intégration et une coopération insuffisantes entre l'agriculture et l'industrie, les problèmes de qualité et d'utilisation de la capacité et un système de contrôle alimentaire inadéquat.

Egypte

En Égypte, la contribution du secteur public aux industries alimentaires a continué à diminuer au cours des dernières années. Dans ce secteur, le nombre d'unités a continué à baisser tout comme la valeur de leur production, à savoir de respectivement 19 % et 65,8 % entre 1999 et 2001, en raison de la contribution croissante du secteur privé année après année. Ceci est essentiellement le résultat du programme de privatisation mis en œuvre ces dernières années et qui comprend la privatisation d'un nombre grandissant d'entreprises publiques ainsi que l'absence de nouveaux investissements dans ce secteur.

D'autre part, le nombre de salariés et le taux d'emploi, la valeur de la production, la valeur ajoutée ainsi que le nombre d'unités ont diminué pendant cette même période dans le secteur industriel nationalisé et le reste du secteur public.

La meunerie, la boulangerie et la pâtisserie ainsi que les produits laitiers et les huiles sont considérées comme les principales activités du secteur public de l'industrie alimentaire, même si elles souffrent des conséquences du programme de privatisation. La valeur des indicateurs économiques pour ces industries a baissé constamment d'une année sur l'autre. Il n'y a pas de données détaillées concernant les activités de l'industrie alimentaire dans le secteur privé.

Liban

Au Liban, l'industrie agro-alimentaire est le secteur industriel le plus important avec 20 % des entreprises industrielles et contribue pour 26 % au BIP (Tmasin et Trifiro, 2002). Les sous-secteurs incluent les produits traditionnels comme les boissons alcoolisées (vin et arak), la confiserie, les conserves de fruits et de légumes, les produits de boulangerie et l'huile d'olive.

De nouvelles usines ont été ouvertes ces dernières années dans le secteur des chips et des produits apéritifs à base de pommes de terre, des produits laitiers, des aliments congelés et des légumes mais aussi des aliments pour animaux et des centres d'élevage avicole. D'après la Direction générale pour l'industrie, 824 nouvelles usines ont été créées en 2002 (contre 599 en 2001), employant 6 721 personnes (4 425 en 2001). La ventilation des nouvelles usines par catégorie de produits montre la prépondérance des produits alimentaires et des boissons avec 24,7 % du total.

Les produits alimentaires et les boissons représentent un secteur important de l'économie. L'industrie représente 4,2 % de l'ensemble des exportations. Toutefois, il est nécessaire de porter une attention continue aux normes et spécifications techniques ce qui ne peut être fait que par le biais d'investissements dans l'innovation technologique, l'automatisation et le contrôle de qualité dans les usines de transformation.

Le sous-secteur de la transformation des fruits et des boissons et de la conserve représente environ 4 % de l'ensemble du secteur des produits alimentaires et des boissons (160 établissements), alors que les boulangeries représentent 48 % de l'ensemble et les entreprises de confiserie 22,5 %. Quelques 150 entreprises ont une capacité de production qui leur permettent d'exporter. Les plus importants domaines de la production concernent les produits transformés comme les pickles, les confitures et les aliments préemballés, avec 132 entreprises travaillant dans ce secteur. Trente cinq autres entreprises, pour la plupart dans la vallée de la Bekaa, produisent des produits laitiers.

Toutefois, pour beaucoup d'industriels de ce secteur, les problèmes que connaît l'industrie sont dus à la politique et au manque de financement, à un faible niveau technologique ainsi qu'à de lourdes taxes sur les matières premières, environ 80 % des matières premières utilisées par l'industrie alimentaire étant importés.

2. Les consommations alimentaires

On constate, en général, une stagnation des dépenses alimentaires, surtout dans les pays de l'UE à cause de la hausse des prix et de la stagnation de l'économie. Une certaine amélioration au niveau de la qualité et de la distribution alimentaires est enregistrée dans les pays du Sud-Est de la Méditerranée. Cela veut dire une diminution des inégalités des consommations entre les différents milieux territoriaux et les différentes classes socio-économiques. Remarquons, dans les pays de l'UE, le problème qui s'est posé au niveau des prix des produits alimentaires. D'un côté, les indices des prix à la consommation des produits alimentaires enregistrent une croissance très importante, en termes réels 4 - 5%, de l'autre côté, les prix à la production des produits agricoles ont subi une chute en termes réels. Ce problème reste à résoudre dans la plupart des pays méditerranéens de l'UE qui ont constitué un comité de contrôle des prix.

Algérie

En Algérie, de nouvelles données ont été fournies en 2003 par l'Office National des Statistiques à propos de l'enquête « budget de consommation des ménages 2000 ». Globalement, elles montrent – pour les dépenses totales des ménages – d'une part, que les inégalités ont diminué, d'autre part, que l'écart entre le milieu rural et le milieu urbain ne s'est pas accentué car la dépense annuelle par tête a augmenté entre 1988 et 2000 dans les mêmes proportions. Tout cela signifierait que les politiques suivies durant la décennie n'ont pas fondamentalement desservi le milieu rural et qu'elles ont donc été assez équilibrées entre les deux milieux. Cela atteste d'un type de développement qui tranche avec ce qui est observé dans beaucoup de pays en développement où les politiques d'ajustement structurel (qu'a connues l'Algérie durant la décennie 1990-2000) creusent les écarts entre milieu rural et urbain.

Les résultats de l'enquête « budget de consommation des ménages 2000 » en Algérie

En matière de consommation alimentaire, on constate le même écart réduit en termes de progression entre milieu urbain et rural. La dépense alimentaire par tête a été multipliée par 4,78 pour le premier et 4,44 pour le deuxième entre 1988 et 2000. Assez curieusement, les dépenses alimentaires représentent en moyenne 43,7 % des dépenses totales dans le milieu rural et 45,1 % dans le milieu urbain. Le milieu rural serait-il plus « riche » que le milieu urbain ? Apparemment, ce serait le cas puisqu'on peut noter une autre curiosité dans le même sens : le décile 10 (le plus riche) consacre 26,6 % de ses dépenses à l'alimentation en milieu rural et 40,6 % en milieu urbain.

En termes constants (obtenus en déflatant par l'indice général des prix), il apparaît que les dépenses totales par tête des ménages ont plus diminué en milieu rural (-17 %) qu'en milieu urbain (-8 %) entre 1988 et 2000. Il y a donc un appauvrissement relatif plus grand en milieu rural qu'en milieu urbain. Les dépenses alimentaires par tête ont plus fortement diminué que les dépenses totales, autant en milieu rural (-27 %) qu'en milieu urbain (-22 %). Ainsi, même si on consomme moins par tête au total en 2000 qu'en 1988, le modèle de consommation change dans sa structure aux dépens des dépenses alimentaires.

Quand on analyse par décile, il apparaît que le décile 1 (le plus pauvre) a accru sa dépense totale par tête beaucoup plus fortement en milieu urbain (+21 %) qu'en milieu rural (+6 %). Le décile 10 (le plus riche) a vu, au contraire, sa consommation totale par tête chuter fortement (-15 % en milieu urbain et -23 % en milieu rural), la consommation alimentaire baissant moins en milieu urbain (-7 %) qu'en milieu rural (-39 %). Il semble donc que les consommations non alimentaires en milieu rural ont connu un rattrapage par rapport au milieu urbain, particulièrement pour le décile le plus riche.

En 2002, l'indice général des prix (IGP) à la consommation des produits alimentaires se situait nettement en-dessous de l'indice général des prix avec une variation de 1,8 % (contre 2,2 % pour l'IGP). C'est l'inverse qui se produit en 2003 : l'indice général croît de 3,5 % et celui des produits alimentaires de 4,5 %.

Quand on considère l'ensemble des produits alimentaires, il apparaît que les groupes de produits qui ont connu les plus fortes augmentations de prix sont les produits locaux, les produits importés connaissant généralement des baisses. Ainsi, le groupe « Sucre et produits sucrés » connaît une variation de prix de -3,30 %, le groupe « Café, thé, infusions » de -2,20 %. Les autres groupes de produits majoritairement importés connaissent des prix stables ou à variation positive faible.

Ce sont les protéines animales qui ont connu les plus fortes hausses de prix. Les groupes « Volailles-Oeufs » et le groupe « Poissons frais » enregistrent des hausses à peu près identiques : respectivement +18,7 % et 18,1%. Le groupe « Viandes et abats de mouton » suit avec une variation des prix de +11,3 % et le groupe « Viandes de bovins » avec +7,4 %. Les viandes rouges ont continué de connaître une forte hausse au début de l'année 2004, cela s'expliquant par la rétention du bétail par les éleveurs extensifs qui profitent des herbages naturels (favorisés par une bonne pluviométrie) pour engraisser leurs animaux et reconstituer les troupeaux. L'autre explication de la hausse serait l'exportation frauduleuse des animaux vers la Tunisie et le Maroc, les trafiquants intéressant les éleveurs par le paiement en euros (Aouzelleg, 2004).

Italie

L'évolution des consommations des produits alimentaires en Italie indique un recul en quantité. On remarque par ailleurs une forte augmentation (+6,8 % en quantité) des consommations de boissons et d'alcools, surtout au troisième trimestre, en raison de la canicule estivale, et une croissance au dernier trimestre de 2,5 % des consommations en quantité de poissons. Par contre, les pâtes, la viande, le pain, les produits laitiers, les huiles et les graisses, le sucre, le sel, le thé, le café et les vins sont en baisse. En dernier lieu, les fruits et légumes confirment un recul des consommations qui risque de se consolider : la baisse de 1,1 % des achats au dernier trimestre s'inscrit en effet dans le sillage des diminutions des trimestres précédents. La baisse des consommations est imputable à différentes raisons. Le style de vie des ménages italiens, qui a subi de profonds changements, ainsi qu'une consommation extra-domestique et une alimentation plus légère, ont modifié les consommations domestiques de manière significative. De plus, les mauvaises conditions atmosphériques qui ont frappé le pays ont entraîné une forte hausse du prix des fruits et légumes et se sont répercutées sur la production d'huile et de vin. Dernière raison, et non des moindres, l'accélération de l'inflation et l'introduction de l'euro ont contribué à faire baisser la consommation.

Grèce

La consommation alimentaire représente en Grèce environ 16,5 % de la consommation totale. En 2003, les prix à la consommation des produits alimentaires ont continué à augmenter à un rythme beaucoup plus élevé que l'indice des prix à la consommation (IPC) général : l'IPC a augmenté de 3,5 % alors que l'indice des prix des aliments a augmenté de plus de 5 % et celui des boissons de 4 %.

Il avait été également souligné dans le rapport de l'année dernière que l'augmentation des prix des produits alimentaires était devenue une source de préoccupation nationale. Dans le courant de 2003, les autorités ont intensifié leurs efforts afin de réduire les augmentations de prix pour les principaux produits de consommation y compris les produits alimentaires mais pas toujours avec un égal succès. Bien que les prix des produits alimentaires n'aient pas autant augmenté qu'en 2002, les augmentations cumulées de ces trois dernières années sont estimées avoir changé radicalement la façon dont les consommateurs grecs achètent les produits alimentaires : les produits diffusés dans les chaînes de distribution sous leur propre marque gagnent rapidement des parts de marché aux dépens de produits manufacturés bien connus, les premiers étant vendus avec un rabais considérable. En 2003, les principaux produits alimentaires ayant enregistré les plus fortes augmentations de prix ont été les pommes de terre (19,2 %), la viande de volaille (7,3 %), le poisson frais (5,3 %), les sucreries/confiseries (4,8 %), l'huile d'olive (4,3 %), les jus (3,8 %) et les fruits et les produits laitiers (3%).

En Grèce, la consommation par habitant de fruits et de légumes est parmi les plus élevées de l'Union européenne. D'autre part, la consommation de viande (environ 90 kg) est bien en dessous de la moyenne de l'UE, à l'exception peut-être de la viande de volaille. La consommation de viande ovine et caprine tourne autour de 13 kg, le taux d'autosuffisance étant d'environ 90 %. La consommation par habitant de viande de bœuf et de porc est considérablement plus élevée (avec respectivement 22 kg et 26 kg) mais les taux d'autosuffisance sont très bas (27 % et 48 %).

Espagne

En 2003, les dépenses alimentaires totales en Espagne s'élevaient à 69 406 000 euros, c'est-à-dire 4,8 % plus élevées qu'en 2002 mais seulement 1 % en termes réels. Chaque ménage a dépensé 1 226 euros par tête. Ces dépenses des ménages représentent 50 716 000 euros et constituent le principal facteur responsable de la croissance des dépenses alimentaires totales. La ventilation des dépenses des ménages par produits montre que les produits de viande arrivent premier au classement en termes absolus (12 200 000 euros), suivis par les produits de la pêche, le lait et les produits laitiers, les fruits frais, les légumes frais, le pain et les légumineuses.

Bien que ce classement reste assez stable, certains produits ont augmenté leur part dans le panier de la ménagère. En effet, en termes relatifs, la comparaison avec les dépenses en 2002 montre que les principales augmentations ont touché la bière, les fruits frais, les aliments préparés, l'eau minérale et les boissons non alcoolisées alors que les dépenses totales pour d'autres produits comme les pommes de terre fraîches et les vins de table ont diminué malgré la hausse générale des dépenses d'alimentation.

Un fait marquant a été la vive controverse entre les acteurs de la chaîne agro-alimentaire sur les prix des légumes pendant l'été 2003. Pendant que les consommateurs protestaient que le niveau des prix du marché n'avait jamais été aussi haut, les agriculteurs s'élevaient contre les prix très bas qu'on leur payait. Il est vrai que l'IPC a fortement subi l'influence des prix des légumes pendant ces mois et le gouvernement a commencé à contrôler les marges des intermédiaires par le biais de « l'Observatoire des prix » créé par le ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche.

Lorsque les prix se sont mis à baisser, la situation redevint calme mais de nouveaux problèmes pourraient resurgir étant donné que les différences en matière de pouvoir de marché entre la demande et l'offre dans le secteur primaire restent inchangées.

Turquie

La Turquie peut être considérée comme un pays autosuffisant. Les prix des produits alimentaires correspondent pour ainsi dire à la moitié des prix moyens de l'UE. En 2001, la plus grande dépense alimentaire en Turquie concernait les fruits et les légumes qui représentaient 23 % des dépenses alimentaires totales. Les dépenses concernant les produits de la pêche n'étaient que de 1 % et la part de la viande et des produits laitiers s'élevait respectivement à 13,55 % et à 12,84 %. Les dépenses consacrées aux boissons et au tabac étaient également basses, en fait même les plus faibles comparées aux pays de l'OCDE.

Egypte

Les données récentes de l'Égypte indiquent plusieurs changements positifs dans les habitudes de consommation alimentaire du pays. Par exemple, la consommation moyenne par habitant de fruits, de viande, d'huiles et de produits laitiers a augmenté mais a légèrement diminué pour les légumes et le poisson. Bien qu'inférieure aux taux internationaux, cette augmentation peut être considérée comme une indication de l'amélioration de la qualité de l'alimentation des citoyens égyptiens, vu que ces produits sont connus pour être une source d'énergie et de développement du corps humain. Entre temps, la consommation par habitant des amidons (céréales et pommes de terre) a diminué malgré l'augmentation de la production de ces cultures. La consommation de sucre par habitant n'a augmenté que très légèrement.

3. Les échanges extérieurs

Les échanges extérieurs ont enregistré une modeste croissance, en valeur constante, conséquence de la faiblesse de la demande dans la plupart des pays. Une légère augmentation des taux de couverture des échanges des produits alimentaires est remarquée en Tunisie, au Maroc, en Espagne, au Portugal, en Egypte, en France et au Liban. Pour les autres pays, on constate une diminution du taux de couverture.

Algérie

Les importations de produits agricoles en Algérie ont peu augmenté en valeur en 2003 par rapport à 2002 : seulement +3 %. On remarquera que la croissance des importations reste soutenue par rapport à la moyenne de la période 1994-2003 (+11,5 %). Les importations de produits alimentaires proprement dits n'ont augmenté que de 3,6 % en 2003 par rapport à 2002 (+5,6 % par rapport à la moyenne 1994-2003).

La structure des importations agricoles reste dominée par les produits alimentaires (73 %). Dans les importations alimentaires, les céréales pour la consommation humaine restent prépondérantes (25,2 % des importations agricoles). Le groupe « Lait et produits laitiers » occupe la deuxième place dans les produits alimentaires (14,4 %) suivi par le groupe « Autres produits alimentaires » (11,2 %) et le groupe « Huiles et graisses » (9,6 %).

Les produits agricoles non alimentaires -qui constituent 27 % des importations agricoles- sont constitués par ordre d'importance du bois et de ses dérivés (8,5 % des importations agricoles), dont la valeur a augmenté fortement en 2003 par rapport à 2002 (+24 %), et des céréales de semence et pour la consommation animale (6,3 %), dont la valeur a fortement diminué en 2003 par rapport à 2002 (-36 %).

Les importations de produits alimentaires qui ont le plus augmenté en valeur sont : le groupe « Café, thé, épices » (+25,9 %) ; le groupe « Autres produits alimentaires » (+20,2 %) ; le groupe « Huiles et graisses » (+19,3 %) qui a été entraîné par la forte hausse des prix (+36,9 %) et des quantités (+271 %) d'huile de soja importées ; le groupe « Légumes frais et secs » (+7,3 %) et le groupe « Lait et produits laitiers » (+5,2 %) qui a vu une croissance de 16,6 % du prix de la tonne de poudre de lait entre 2002 et 2003.

On enregistre des diminutions dans la valeur des importations : de sucre et sucreries (-16,4 %), du fait d'une baisse de -8 % du prix unitaire et de -7,5 % des quantités importées ; de céréales pour la consommation humaine (-8,4 %), à cause de la forte baisse des quantités importées de blé dur (-16,4 %) ; de produits de la minoterie (-7,6 %), à cause de la baisse simultanée des quantités (-69 %) et du prix unitaire (-15,3 %) des farines importées.

Les importations de l'Algérie continuent à s'effectuer essentiellement à partir de l'UE (44,8 %), l'ALENA (16,8 %) et les pays de l' Association Latino-Américaine d'Intégration (17 %). Par rapport à 2002, les importations en 2003 ont relativement diminué à partir de l'UE et de l'ALENA. Elles se sont encore accrues pour les pays de l'ALADI et sont restées stables pour les pays de la CEI.

Les principaux pays fournisseurs pour les céréales sont la France (27 %, essentiellement pour les blés dur et tendre) et les USA (15 % des céréales, essentiellement du maïs). La France domine aussi dans les importations de « Lait, œufs et miels » avec plus de 32 % des importations algériennes en valeur, suivie par l'Argentine (11,4 %), la Pologne (10,3 %) et la Belgique (8,5 %). Pour les « Huiles et graisses », la Russie domine les importations algériennes avec 24 % de ce type de produits, suivie par la Malaisie (17,2 %) et la France (9,6 %).

Les exportations agricoles et alimentaires restent négligeables même si elles ont été plus élevées en valeur qu'en 2002 (+6 %) : à peine 135 millions de dollars US couvrant 3,8 % des importations de même nature (contre 2,3 % en 2002 et 2,6 % en 2001). Les produits agricoles alimentaires n'en forment, par ailleurs, qu'un peu plus de 38 %, le groupe « Engrais, liège, peaux et cuirs » en représentant 62 %. Parmi les exportations agro-alimentaires, les principales sont les « Fruits frais et secs » (12,3 % des exportations agricoles et alimentaires), les produits de la pêche (4,9 %) et les « Vins et boissons » (4,5 %).

Les maigres exportations agricoles et alimentaires continuent à se réaliser principalement vers l'Union Européenne (70,3 %) et les pays de la Ligue Arabe (14,6 %). Exprimées en valeur, les exportations ont diminué de -2 % vers l'UE, de -15 % vers les pays de l'ALENA et de -9 % vers les pays de la Ligue Arabe. Elles ont enregistré une forte croissance (mais pour des montants absolus faibles) pour les pays de l'ALADI (+50 %) et les pays de l'Union du Maghreb Arabe (+42 %).

Les taux d'auto-suffisance de l'Algérie -tout en s'étant légèrement améliorés grâce à la bonne année agricole- restent faibles pour les légumes secs (25,6 %), le lait (41,2 %), le blé dur (37,7 % en 2003 contre 21,1 % en 2002) et le blé tendre (34,5 % en 2003 et 18,4 % en 2002).

Encore une fois, les transformateurs de tomates industrielles s'insurgent contre la politique menée par le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural et le Ministre du Commerce. Ils reprochent au premier de ne pas favoriser la production de tomate fraîche par le biais du FNRDA, alléguant que l'UE subventionne ses producteurs à raison de 34,5 euros la tonne livrée aux conserveries. Quant au second, ils lui reprochent une protection insuffisante du marché national : la délivrance trop laxiste d'autorisations d'importation de concentré de tomate, l'absence de contrôle de la qualité à l'importation et la « sur-taxation » des intrants destinés à la production de tomates (Benouaret, 2003).

Tunisie

L'évolution de la balance commerciale des produits agricoles et agro-alimentaires en Tunisie est restée au cours de la dernière décennie très dépendante des variations des niveaux de production. C'est ainsi que le taux de couverture des importations par les exportations a connu d'importantes variations au cours de cette même période. Durant la période 1992-2002, la valeur de ce taux a oscillé entre un minimum de 46 % en 1995, des performances faibles de 45 % et un maximum de 99 % en 1999.

Le taux de couverture des importations agricoles par les exportations enregistré en 2003 est de 76 %, légèrement supérieur à la moyenne calculée sur la période d'observation qui s'élève à 71 %.

L'examen des échanges commerciaux de la Tunisie en termes de produits agricoles et agro-alimentaires permet de constater une composition qui a connu peu de changement au cours des dernières décennies. En effet, la structure de ces échanges révèle des importations largement dominées par les céréales et le sucre et des exportations essentiellement composées d'huile d'olive et de produits de la pêche. Compte tenu des variations enregistrées au niveau de la production domestique agricole, les échanges de ces produits avec l'extérieur montrent :

- une baisse des importations des céréales, de 50 % en ce qui concerne l'orge comparativement aux flux de 2002, de 6 % pour le blé dur et 4 % pour le blé tendre,
- une augmentation des exportations de l'huile d'olive qui sont passées de 22 500 tonnes en 2002 à 60 000 tonnes en 2003,
- une augmentation des importations du lait de près de 12 % du volume importé en 2002.

En ce qui concerne la répartition géographique des échanges de la Tunisie avec le reste du monde, l'espace européen continue à constituer le partenaire commercial privilégié tant au niveau des importations qui représentent 77 % des importations totales que des exportations avec 84 % des exportations agricoles.

Maroc

La balance commerciale agro-alimentaire au Maroc s'est améliorée en 2003 avec un taux de couverture des importations par les exportations qui atteint 100 %, contre 91 % un an plutôt.

Il faut souligner que les exportations des produits de la mer pèsent excessivement sur l'équilibre de la balance agro-alimentaire. De sorte que pour apprécier pleinement cette dernière, il vaut mieux distinguer le « solde » avec et sans produits de la mer. Si l'on retient une balance « hors produits de la mer », celle-ci apparaît fortement déficitaire, avec un taux de couverture des importations par les exportations de 49,2 % à peine. Comparée à l'année précédente, la situation s'est améliorée (taux de couverture 42,1). C'est que cette atténuation des déficits est en fait due plus à un sensible repli des importations qu'à une quelconque meilleure performance des exportations agro-alimentaires.

La prise en compte ou non des produits de la mer dans les échanges agro-alimentaires modifie aussi l'appréciation de leur contribution aux échanges globaux. Ainsi, hors produits de la mer, les exportations agricoles ne représentent que 11 % de l'ensemble des échanges commerciaux du pays, alors que si l'on en tient compte, cette proportion grimpe en 2003 à 22,5 %. Quant à la part des importations agricoles dans les importations totales, elle a de toute façon baissé de 16,7 à 13,8 % entre 2002 et 2003, étant donné la diminution de la facture alimentaire évoquée ci-dessus.

Les importations justement, en raison de cette atténuation du coût d'approvisionnement des céréales en particulier, ont vu leur structure changer en conséquence puisque la part de ces dernières a baissé de 39 à 28 %, perdant ainsi 11 points de pourcentage, cependant que celles du sucre et des produits laitiers n'ont évolué que de 1 point chacune (en moins pour le premier, en plus pour les seconds). En revanche, les oléagineux –dont la production locale est très faible et qui n'ont donc guère bénéficié des bons résultats de la campagne agricole- ont vu leurs coûts s'alourdir. Du point de vue de la dépendance alimentaire à l'égard des quatre traditionnels groupes de produits alimentaires, la forte baisse des importations de blé n'a pas contribué aussi fortement qu'on aurait pu le penser à réduire leur part dans les importations : celle-ci est tombée de 62 % en 2002 à 56 % en 2003. Notons enfin l'apparition du bois brut en tant que produit non alimentaire dont l'importance devient significative, puisqu'elle représente 11 % des importations.

Au niveau des exportations, sachant que les produits de la mer représentent à eux seuls quasiment autant que les exportations des « produits de la terre », les exportations, hors produits de la mer, restent dominées par les agrumes qui y représentent 29 %, puis par les légumes divers (16 %) et les tomates fraîches (13 %), même si ces dernières ont accusé des baisses importantes, tant en volume (-21 %) qu'en valeur (-16 %). Les autres fruits frais, congelés et secs, représentent un dixième des exportations totales. Les conserves de fruits et légumes, qui ont pour leur part aussi défavorablement évolué (-12 à 13 % en volume et en valeur), représentent 15 % du total. Enfin, les « autres produits » totalisent 17 % de l'ensemble, et couvrent une grande variété de produits, alimentaires (notamment les pommes de terre, les épices, les jus de fruits et légumes, l'huile d'olive, ...), et non alimentaires (pâte à papier, plantes, liège, peaux, crin végétal, ...).

Les exportations des produits de la mer enfin apparaissent largement reposer sur deux groupes de produits : les crustacés, mollusques et coquillages d'une part, et les poissons en conserve d'autre part. Les premiers représentant 44 % de l'ensemble et les seconds 34 %.

Italie

La lourde stagnation des économies internationales et la dévaluation du dollar par rapport à l'euro ont eu une influence négative sur les exportations italiennes de produits alimentaires. En 2003, la valeur des exportations des produits agricoles et alimentaires a atteint la somme de 18 039 millions d'euros, avec une baisse de 2,2 % par rapport à l'année précédente. Ces exportations constituent 7,2 % de la valeur des exportations totales. La situation des importations affiche quant à elle le signe opposé avec une hausse de 1,8 % qui contribue à aggraver le solde négatif agro-alimentaire. En effet, ce dernier a enregistré pour 2003 un solde de - 5 411 millions d'euros, soit -17,9 % par rapport à 2002. Cette composition est due à la situation des secteurs agricole et alimentaire dans la mesure où tous deux enregistrent un déficit du solde qui se creuse par rapport à 2002 (à savoir +9,9 % pour les produits agricoles et +29,8 pour les produits alimentaires). On peut par conséquent soutenir que le secteur conserve sa rigidité traditionnelle dans les besoins en matières premières et en produits semi-finis dont dépend l'industrie agro-alimentaire.

Tous les secteurs de la balance agro-alimentaire subissent une récession aussi bien en termes de valeur que de quantité. Si l'on observe les tendances des échanges nationaux de manière plus détaillée, on peut voir que le fer de lance des exportations des produits agricoles réside dans les fruits frais dont le solde en valeur, bien qu'en recul par rapport à 2002, est positif, de même que les produits de la floriculture, qui vont jusqu'à afficher une croissance. Le secteur des produits transformés affiche un solde positif, bien qu'en légère diminution aussi bien en valeur qu'en quantité. Parmi les moteurs des exportations italiennes, on trouve les boissons, et notamment les vins, suivies de la pâtisserie et de la boulangerie, des légumes transformés, du riz et des produits de minoterie. Par contre, les catégories de la viande, du lait et de ses dérivés présentent des soldes nettement négatifs, en valeur comme en quantité.

Pour les produits frais de la mer et les céréales, le solde est extrêmement négatif. En revanche, la tendance des tabacs est stable avec un solde négatif en valeur uniquement car, en termes de quantité, les exportations dépassent les importations.

Les principaux clients des produits italiens ont marqué le pas en 2003. Le marché auquel l'Italie est le plus étroitement liée, pour les produits aussi bien agricoles qu'alimentaires, est, une fois encore, l'Europe (et notamment la France) et ceci aussi bien pour les importations que pour les exportations, mais ici, les exportations ont accusé une diminution de 3 % environ. On relève également une diminution des exportations vers les États-Unis, bien que ceux-ci semblent avoir relancé leur cycle économique. Le commerce avec les pays tiers, bien qu'affichant des valeurs tout à fait satisfaisantes, présente un caractère plus résiduel. Les exportations italiennes de produits agro-alimentaires sur le marché européen représentent 65 % environ. Les importations de l'UE, en légère croissance, représentant près de 75 % du total des importations agro-alimentaires.

Portugal

Le Portugal reste un pays déficitaire dans la production de biens alimentaires de base, à quelques exceptions près. L'auto-suffisance alimentaire n'est atteinte que pour les végétaux frais, le beurre et la volaille. Les cas des céréales et du sucre sont assez clairs pour illustrer à la fois l'inadéquation des conditions climatiques, en particulier, et de l'incapacité des structures productives pour augmenter la production de ces biens, pour lesquels il existe, d'ailleurs, des quotas qui limitent leur production et empêchent l'expansion des surfaces cultivées, soit en céréales, soit en betterave à sucre.

Il n'est donc pas étonnant que le solde de la balance alimentaire soit fortement négatif (-2 778,8 millions d'euros, en 2002, soit 44,4 % de la production agricole nationale). Le taux de couverture est autour de 24,6 % en hausse par rapport à l'année dernière.

En bref, compte tenu des exportations, quelques 909,2 millions d'euros en 2002, le Portugal ne produit que 70 % de ce qu'il consomme pour la production des aliments. Il s'agit d'une situation chronique qui dure depuis longtemps et pour laquelle les causes sont multiples et difficiles à éliminer (faiblesse des structures agraires, quotas à la production, ...).

En ce qui concerne la répartition géographique des échanges du Portugal avec le reste du monde, l'espace européen continue à constituer le partenaire commercial privilégié tant au niveau des importations que des exportations avec 90% des échanges agricoles.

France

En France, les échanges de produits agricoles et agro-alimentaires restent au même niveau qu'en 2002, alors qu'ils progressaient régulièrement les années précédentes. Les exportations restent constantes ; en fait, elles avaient progressé assez nettement au 1^o semestre par rapport à la même période de l'année antérieure, et subi les effets de la baisse de la production à partir de l'été. Les importations baissent très légèrement, et donc, au total, le solde s'accroît très légèrement, à 10,1 milliards d'Euros au lieu de 9,9 en 2002. Une fois de plus, le secteur agricole et agroalimentaire occupe dans les échanges du pays une place beaucoup plus importante que sa contribution à la production ; c'est aussi le poste le plus positif de la balance commerciale. Rappelons que cette contribution très positive du secteur à la balance des paiements est un phénomène relativement récent : ce solde n'est véritablement positif de façon permanente que depuis 1980 ; les échanges de produits transformés représentent maintenant l'essentiel de ce solde (6,3 milliards sur 8,6). C'est aussi un phénomène assez récent, puisque les exportations de produits transformés n'ont dépassé celles de produits bruts que depuis une vingtaine d'années aussi.

Ce sont toujours les mêmes produits qui contribuent à ce solde positif, avec une part prépondérante des boissons, vins et alcools et des céréales. Paradoxalement, les exportations de céréales ont nettement progressé cette année (+240 millions d'€), et le solde positif s'accroît de 277 millions. Les bons résultats du premier semestre (forte demande et existence de stocks de 2002) expliquent l'essentiel de ce chiffre, mais il faut noter que la précocité et la qualité de la récolte 2003 ont aussi permis des exportations à prix élevés.

La situation des boissons est plus mitigée : les exportations restent au même niveau, et on retrouve le même solde qu'en 2002. L'essentiel de ces exportations porte sur le vin (5,8 milliards) ; dans ce secteur, si le Champagne continue sa progression en volume comme en valeur (+5,5 %), on constate une poursuite du repli, engagé depuis 1999, des exportations des autres vins d'appellation. Un autre secteur traditionnellement fortement excédentaire connaît aussi cette année une forte baisse, c'est celui du sucre et des produits dérivés (-11 % en valeur).

Les produits déficitaires restent les mêmes : poisson, crustacés et produits transformés à base de poisson, tabac, fruits et produits tropicaux. Les importations de tabac ont connu une très forte progression dans les années 90, essentiellement à cause de la baisse de la production nationale (les surfaces plantées ont diminué de près de 60 % depuis 1980). Pour la première fois, en 2003, les importations diminuent, tout comme la consommation et le solde passe de -1,54 à -1,44 milliards d'€. Notons aussi la progression des importations de fruits, essentiellement agrumes et fruits tropicaux. Cette année, le solde négatif s'accroît très fortement, c'est essentiellement l'effet de la forte baisse de la production.

Comme les années précédentes, l'essentiel des échanges agroalimentaires de la France se font avec l'Union Européenne : 72 % des exportations, 70 % des importations. Les variations de parité de l'Euro ont donc joué peu de rôle dans l'explication des flux.

Les principaux clients et fournisseurs restent les mêmes d'une année sur l'autre. Les 6 premiers clients et les 6 premiers fournisseurs appartiennent à l'UE. Notons que le Brésil, dont la place dans les importations avait augmenté considérablement les dernières années, ne progresse pas, et que, malgré la baisse de parité du dollar, les différents conflits commerciaux et politiques avec les Etats-Unis, ceux-ci restent de loin le premier client hors UE, avec un montant d'importations qui se maintient par rapport aux années antérieures.

L'élargissement de l'UE de mai 2004, préparé par une suppression des droits de douane sur les produits agricoles qui en 2003 est déjà quasi-totale, a peu d'effet sur les échanges agroalimentaires de la France. Les dix pays adhérents représentent en effet une part très faible de ces échanges : 459 millions d'€ d'exportations, dont 153 vers la Pologne, et 223 millions d'importations, dont 102 de Hongrie, soit au total 1 % de l'ensemble. Surtout, la France ne représente que 3 % du commerce agroalimentaire de l'Europe des 15 avec ces pays.

Espagne

Contrairement à la balance commerciale générale, la balance commerciale agro-alimentaire de l'Espagne a montré un taux de couverture des importations par les exportations de plus de 100 % au cours de ces dernières années. En effet, alors que le taux de couverture général des importations par les exportations pour 2003 était d'environ 75 %, le taux de couverture des importations par les exportations dans l'agro-alimentaire était de 105 %.

Dans le secteur de l'agro-alimentaire, tant les importations que les exportations ont augmenté, les importations de 2,6 % et les exportations de 3,9 %. Un autre aspect remarquable est la proportion relativement élevée des exportations agro-alimentaires qui représentaient 17,6 % de la totalité des exportations de marchandises en 2003 pendant que les importations de produits agricoles représentaient 12,5 % des dépenses.

Une analyse plus détaillée des exportations met en lumière plusieurs faits. Tout d'abord, les deux principales catégories d'exportations en termes d'importance économique sont les fruits et les légumes frais suivis par les fruits et les légumes préparés, les boissons et les huiles et les graisses ainsi que les produits de poisson et de viande qui figurent aussi sur la liste. De tous ces produits, seules les exportations des huiles et des graisses ont diminué en valeur en 2003 tandis que les exportations des autres produits ont augmenté en 2003 à un rythme plus rapide que l'indice agro-alimentaire général. C'est ainsi, à cette exception près, qu'il est possible de conclure que les principaux secteurs d'exportation sont concurrentiels sur les marchés de destination qui sont essentiellement l'UE et les autres pays européens. Les secteurs avec les plus mauvais résultats en matière d'exportation en 2003 ont été la laine, le cuir et les animaux vivants.

En ce qui concerne les importations, le volet le plus important est celui des produits de la pêche avec près de 18 % des dépenses d'importation. Le bois, les boissons, le tabac, les fruits, les graines oléagineuses et les céréales sont également particulièrement importants. De tous ces produits, les céréales ont été les seuls pour lesquels la valeur des importations a diminué. La valeur des importations de fruits, de tabac et de boissons a sensiblement augmenté et ce à un taux au-dessus de la moyenne.

Un autre point à prendre en compte est la différence des structures du commerce des matières premières d'une part et des produits alimentaires de l'autre. Alors que le taux de couverture des importations par les exportations est de 120 % pour les produits alimentaires, la couverture pour les matières premières - bois, cuir, liège, laine, fibres, etc.- est de seulement 60 %. L'Espagne manque de ces matériaux qui doivent être importés. Les dépenses qui en découlent sont financées par l'excédent du solde net des exportations alimentaires.

Il existe en outre une autre différence suivant l'origine des produits négociés. Les produits de la sylviculture représentent 11,4 % des importations et seulement 6,14 % des exportations. La situation est similaire en ce qui concerne les produits de la pêche : comme il a été mentionné, leur poids dans les importations est assez importante (17,6 %) à l'opposé de leur part dans les exportations (6,59 %). Dans le cas des produits d'origine animale, le commerce est plus équilibré : 16,2 % d'importations et 15,7 % d'exportations. À l'inverse de ces derniers produits, la balance pour les produits végétaux penche nettement en faveur des exportations. Le taux de couverture des importations par les exportations pour les produits végétaux est d'environ 150 % malgré l'important déficit du solde net des exportations de certains produits de base comme le lait, les céréales et les graines oléagineuses. En fait, les excédents significatifs réalisés dans les échanges de fruits et légumes compensent tous les déficits précédents.

Au cours de la dernière campagne, l'association des producteurs et exportateurs de fruits et légumes (FEPEX) a exprimé son inquiétude concernant l'accélération des importations de fruits mentionnée ci-dessus. Elle fait observer que, alors que le marché de l'UE s'ouvre suite aux accords bilatéraux signés par l'UE avec des partenaires méditerranéens et d'autres pays, les productions espagnoles se heurtent encore à certaines barrières non tarifaires pour entrer dans des pays à hauts revenus comme le Japon et les États-Unis.

Turquie

En Turquie, les exportations et les importations agro-alimentaires ont augmenté de 2002 à 2003 de respectivement 30 % et 32 %. Le taux de couverture des importations par les exportations pour les échanges agro-alimentaires est resté d'environ 100 %. La Turquie est un exportateur net de produits alimentaires et un importateur net de produits agricoles non alimentaires. La part des produits alimentaires dans les exportations est de plus en plus importante. Les importations de produits non alimentaires en vrac dominent les importations agricoles. Cette dernière composante des importations est aussi liée aux exportations non agricoles. Les matières premières importées ne sont pas nécessairement destinées à la consommation intérieure ; ceci est particulièrement le cas avec la plus grande catégorie des importations, les fibres textiles, qui sont destinées aux exportations de textiles.

Les relations commerciales entre la Turquie et l'UE sont basées sur un système d'admissions préférentielles qui définit le calendrier et les réductions tarifaires pour les différents produits (règlement CE n°1506/98 du Conseil). La Turquie exporte presque deux tiers de ses exportations à des conditions préférentielles. Les contingents tarifaires s'appliquent à la pulpe d'abricot et aux noisettes et des accords d'autolimitation des exportations s'appliquent à la purée de tomate et aux tomates pelées. D'autres restrictions ont été imposées par l'UE comme des prix (d'entrée) minimaux à l'importation pour 11 fruits, 4 légumes ainsi que pour le jus et le moût de raisin. Il existe en outre des restrictions saisonnières en ce qui concerne les tarifs préférentiels pour 4 fruits et 7 légumes. Les contingents fixés pour la purée de tomate, les pastèques et les oignons sont respectivement de 30 000, 14 000 et 2 000 tonnes. Des droits de douanes spécifiques élevés existent pour presque tous les produits « essentiels » comme les céréales, le sucre, les produits laitiers, la viande, l'huile d'olive, etc...

L'UE est un partenaire primordial dans le contexte du commerce extérieur de la Turquie et représente 47 % des exportations et 21 % des importations. Ce n'est que récemment que l'agriculture turque a été protégée par des tarifs « relativement élevés ». En d'autres termes, « l'accès aux marchés » constitue le domaine offrant le plus de possibilités pour d'autres libéralisations et on assiste ici à une baisse des tarifs douaniers conformément aux engagements pris par la Turquie dans les accords qu'elle a signés. De plus, même des tarifs élevés n'offrent qu'une protection limitée. La baisse des prix mondiaux associée à des prix élevés sur le marché intérieur a réduit les effets de la protection qu'apportent les tarifs douaniers. Les industries du bœuf et du sucre souffrent déjà de ce problème.

Egypte

En Égypte, le commerce extérieur des marchandises s'est développé de façon positive au cours de ces trois dernières années. La valeur des exportations a augmenté pendant que la valeur des importations a diminué au cours de toutes les années étudiées. Ceci a abouti à une réduction constante du déficit chronique de la balance commerciale égyptienne, lequel en 2002/2003 ne s'élevait qu'à 57 % de la valeur de 1999/2000. Il y a eu aussi de nombreux développements positifs en ce qui concerne les valeurs des importations et des exportations agricoles, la valeur des exportations a augmenté et a passé de 300 millions de dollars en 1999/2000 à environ 538 millions de dollars. La valeur des importations a également diminué pendant la même période, bien que seulement très légèrement. Cela a entraîné une réduction constante du déficit de la balance commerciale agricole pour cette même période, mais à un rythme plus lent que la balance commerciale globale. La part du déficit agricole dans le déficit commercial total a ainsi augmenté de 11,4 % à 15,5 % au cours de ces trois dernières années.

Ce développement positif peut s'expliquer par les faits suivants :

- La politique d'exportation active poursuivie par le gouvernement ces dernières années, notamment en ce qui concerne les exportations agricoles, comme ci-dessus mentionnée.
- La baisse constante du taux de change de la livre égyptienne pendant cette période qui a abouti à l'augmentation des prix de nombreuses importations peu importantes avec comme conséquence l'arrêt de ces importations.

Pour ce qui est de la distribution géographique du commerce égyptien des produits, les marchés européens constituent la première destination des exportations égyptiennes suivis par les marchés asiatiques. Par ailleurs, la part des exportations destinées aux pays arabes est en diminution et ce malgré les efforts constants faits pour accroître les échanges avec les pays arabes. Enfin, la part du marché américain reste limitée.

Il faut également noter que, malgré la mise en place ces dernières années de l'accord de partenariat conclu entre l'UE et l'Égypte, la part des pays européens dans les exportations égyptiennes a tout d'abord légèrement augmenté de 34,3 % à 34,9 % puis a baissé à 30 % au cours des 3 dernières années. Par ailleurs, la part des autres pays (surtout les pays asiatiques et africains) a augmenté de 33,6 % à 40,1 % puis à 46 % pendant la même période.

Il faut faire remarquer ici qu'il y a eu une forte chute des exportations d'oranges et d'oignons égyptiens dans les pays arabes et une forte hausse des exportations de ces deux produits sur les marchés asiatiques et africains pendant la période concernée.

Pour ce qui est des importations, il a été observé que les marchés américains représentent la part la plus importante des importations égyptiennes qui ont augmenté année après année jusqu'à atteindre 73,3 % de la totalité des importations égyptiennes l'année dernière. Les pays asiatiques et africains arrivent en deuxième position, suivis par un certain nombre de pays européens avec des pourcentages en baisse. Les pays arabes arrivent en dernier avec un pourcentage très modeste malgré tout ce qui a été dit sur les nombreux accords avec des pays européens et arabes pour accroître le volume des échanges de produits avec l'Égypte.

Ce qui est très remarquable dans le développement des importations égyptiennes de produits est le bond gigantesque des importations en provenance des USA de la plupart des produits agricoles pendant la période considérée, surtout en ce qui concerne le sucre et la viande qui étaient traditionnellement importés d'Asie et principalement d'Europe. Il y a eu alors ce retournement en faveur des marchés américains qui sont devenus la principale source d'approvisionnement pour ces deux produits avec respectivement 78 % et 99 % pour la dernière année par rapport à un pourcentage qui ne dépassait pas 1 % les deux années précédentes.

Liban

Au Liban, les exportations agro-alimentaires se sont élevées en 2003 à 235 millions de dollars par rapport à 175 millions de dollars l'année précédente. La part des produits alimentaires et agricoles dans les exportations totales était de 15,48 % en 2003 contre 16,7 % en 2002. Le poste le plus important des exportations de cette catégorie était constitué par les aliments préparés, les boissons et le tabac (63,8 %) suivis par les produits végétaux (27,66 %).

Les pays du Golfe représentent la destination principale des exportations agro-alimentaires du Liban (60 %), suivis par la Syrie (21 %), la Jordanie (10 %), l'UE (2 %) et l'Égypte (2 %). La répartition géographique des exportations agro-alimentaires montre que les principaux clients du Liban sont l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Koweït. En fait, la plupart des produits de l'industrie des fruits et des légumes sont exportés en Arabie saoudite (16 %), aux USA et au Royaume-Uni.

Par ailleurs, la valeur des importations agro-alimentaires s'est élevée à 1 331,6 millions de dollars US en 2003 contre 1 237 millions de dollars US en 2002. Les principaux pays exportateurs sont le Brésil, l'Égypte, l'Iran, les Pays-Bas et les USA. Les céréales sont importées des USA (41 % de la totalité des céréales importées), de l'Australie (11 %) et d'Allemagne (8 %).

La plupart des animaux vivants et des produits animaux sont importés de France, d'Allemagne et de Turquie. Le Liban est autosuffisant en ce qui concerne la viande de volaille. L'industrie du vin a enregistré un succès remarquable avec des exportations d'une valeur de 8 millions de dollars US en Europe, en Amérique et en Australie.

Bibliographie (complète)

- Benouaret (N), 2003. Filières oléagineuses. 200 millions de dollars dans la cagnotte. In le quotidien El Watan du 5-1-03.
- Benyahia (Ali), 2002. Privatisations. Benflis clarifie la démarche. In le quotidien El Watan du 30-12-02.
- Cherfaoui (Z) et Azzouz (N), 2003. Le ministre des finances au Quotidien d'Oran. Là où va l'argent des algériens. In le Quotidien d'Oran du 2-1-03.
- Conseil National Economique et Social (CNES), 2003. La conjoncture économique et sociale du 2ème semestre 2002. CNES, Alger, mai 2003.
- Mehdi (Mohamed), 2003. Pêches et Ressources halieutiques. Une grosse enveloppe selon la loi de finances 2003. In le Quotidien d'Oran du 6-1-03.
- M'hamed (H), 2003. Filière vinicole. Concurrence déloyale. In le quotidien El Watan du 6-1-03.
- Oukazi (Ghania), 2002. Djilali Mehri, Hadjas et Ministère de l'Agriculture. Les grosses fortunes et les terres agricoles. In Le quotidien d'Oran du 30-12-02.
- Zaki (B), 2003. Le désarroi des producteurs de pommes de terre. In Le Quotidien d'Oran du 21-1-2003.
- The Central Authority for Public Mobilization and Statistics, Annual Statistical Book, June 2002.
- Ministry of Agriculture and Land Reclamation, Economic Affairs Sector, Agricultural Consensus for 2000.
- Ministry of Agriculture and Land Reclamation, Economic Affairs Sector, Agricultural Income Estimations, Various Issues.
- Ministry of Agriculture and Land Reclamation, Economic Affairs Sector, Food Balance for A.R.E., various issues.
- Ministry of Agriculture and Land Reclamation, Economic Affairs Sector, Agricultural Economic Periodical, various issues.
- Ministry of Mass Media, the General Authority for Information, Annual Book, various issues.
- Al-Ahram, Center for Political and Strategic Studies, Strategic Economic Trends, Cairo, 2003.
- The Arab Fund for Economic and Social Development, the Unified Arab Report, Kuwait, 2002.
- The National Institute for Planning/UNDP, Human Development Report for 2001/2002, Cairo 2003.
- Dr. Mahmoud Mansour A. Fattah, Agriculture and Food in Egypt 2020, Third World Forum, Cairo 2001.
- FEAGA (2003): Informe de Actividad 2002. Campaña 2001-2002.
- Fundación de Estudios Rurales (2003): Agricultura familiar en España 2003.
- INE online databases. <http://www.ine.es/>
- López, E. (2003): "Los cambios recientes y la tipología actual de las explotaciones agrarias en España; algunas implicaciones para la política agraria" In Jornada Temática "La agricultura española en el marco de la PAC" belonging to El Libro Blanco de la Agricultura y el Desarrollo Rural.
- MAPA online databases. <http://www.mapya.es/estadistica/infoestad.html>
- Ministry of Economy (2003): The Spanish Economy. Quarterly bulletin. February 2003.
- Muñoz, C., Sosvilla, S. (2003): Informe Económico FIAB 2002
- Servicio de Estudios La Caixa (2003): Informe Mensual nº 255, February 2003.
- Baltas N. (2001). Development Strategy and Investments in the Processing and Marketing of Agricultural Products. Ministry of Agriculture. (in Greek)
- Capital Link Internet Site: www.capitallink.com
- Kitsopanidis G (2002). Competitiveness of four groups of 15 sheep races bred in Greece. In 'Seeking Greek Agriculture's Tomorrow' eds. K. Mattas, K. Apostolopoulos. pp. 493-507. Stamoulis Publishing, Athens. (in Greek).
- Maravegias N., Apostolopoulos K., Mattas K., Baltas N., Moisisid A., Papageorgiou K., Psaltopoulos D. (2002). Sustainable Agriculture in a Developed Countryside: A 10-year Strategy for Rural Development. Working Paper. Ministry of Agriculture. (in Greek).
- Maravegias N., Apostolopoulos K., Mattas K., Baltas N., Moisisid A., Papageorgiou K., Psaltopoulos D. (2003). Sustainable Agriculture in a Developed Countryside: A 10-year Vision for Greek Agriculture and Rural Areas. Ministry of Agriculture. (in Greek).
- Ministry of Economy and Finance (2003). The 2002 Update of the Hellenic Stability and Growth Programme: 2001-2001. Athens
- Mylona A. (2002). Livestock farming as a factor of balanced development of mountainous and insular areas of Greece. In 'Seeking Greek Agriculture's Tomorrow' eds. K. Mattas, K. Apostolopoulos. pp. 532-546. Stamoulis Publishing, Athens. (in Greek).
- Naftemporiki Newspaper. Issue of 9th October 2001.
- National Statistical Service of Greece. Various issues 2001-2002.
- Pneumatikatos A., Batzios Ch., Katos A., Fotis G. (2002). Econometric analysis of the production and cost functions of the Greek aquaculture sector. In 'Seeking Greek Agriculture's Tomorrow' eds. K. Mattas, K. Apostolopoulos. pp. 508-521. Stamoulis Publishing, Athens. (in Greek).
- Proceedings of the Managing Authority of the National Programme for Agricultural Development and the Restructuring of Rural Areas (2003).
- Proceedings of the Managing Authority of the Operational Programme of Fisheries (2002).
- Abul Khoudoud, Abir (1998). Contribution to the Agriculture Sector Brief in Lebanon. Unpublished Manuscript prepared for the policy office of FAO.
- Audi Bank (2001). Between the Efficiency of economic policies and the Deficiency in Political Economy. 4th Quarter report 2001. Beirut: Lebanon.
- Audi Bank (2002). Restoring the Verticality of Economic Power. 4th Quarter report 2002. Audi Bank: Beirut.
- Banque du Liban (2001). 4th Quarterly Bulletin. number 91. BDL: Beirut.
- Banque du Liban (2002). 4th Quarterly Bulletin. number 95. BDL: Beirut.
- Banque du Liban (2002). Quarterly Report. Beirut
- Central Administration of Statistics; available from <http://www.cas.gov.lb>, internet; accessed on May 2003.

- Council for Development and Reconstruction (2003). Progress Report. May 2003.
- Economic News (2003). Paris II Conference Participants Honor Pledges of Financial Assistance Treasury Expected to Implement Fiscal and Debt Management Plans. Issue number 2 pp 6.
- Hamze M. and Abul Khoudoud A. (2001). Development and Agro-food Policies in the Mediterranean Region : Lebanon Country Report. CIHEAM
- Hamze M. and Abul Khoudoud A. (2002). Development and Agro-food Policies in the Mediterranean Region : Lebanon Country Report. CIHEAM
- Higher Customs Council, Ministry of Finance; available from <http://www.customs.gov.lb/>, internet; accessed on May 2003.
- Investment Development Authority of Lebanon; available from <http://www.idal.gov.lb>, internet; accessed on May 2003.
- Lebanese Ministry of Environment, UNDP and UNEP (2003). Effects of Trade Liberalization on Agriculture With Special Focus on Products Where Methyl Bromide is Used. Final Report. Beirut.
- Ministry of Industry (2000). A Report on Industry in Lebanon 1998-1999: Statistics and Findings. Ministry of Industry: Beirut.
- Ministry of Economy and Trade (2000). Lebanon and the Euro-MED Negotiations: an action Program to Lebanon joining the EURO-MED Agreement. Ministry of Economy and Trade: Beirut, Unpublished manuscript.
- Ministry of Economy and Trade (2003). National accounts
- Ministry of Agriculture and FAO (2001). The agriculture in Lebanon. FAO: Lebanon.
- Ministry Of Finance (2002). Beyond Reconstruction and Recovery: Towards Sustainable Growth. A report prepared for Paris II meeting.
- Tomasin G. and Trifiro A. (2002). Vocational Education and Training School for Food Industries. A feasibility Study. Beirut: Lebanon.
- The Lebanese Ministry of Economy and Trade; available from <http://www.economy.gov.lb>, internet; accessed on May 2003.
- The Lebanese Ministry of Finance; available from <http://www.finance.gov.lb>, internet; accessed on May 2003.
- UNDP (2002). Second Country Report Cooperation Framework for Lebanon (2002-2006). Beirut: Lebanon.
- Akesbi, N. (2000): La politique Agricole, entre les contraintes de l'ajustement et l'impératif de sécurité alimentaire, Revue Critique Economique, Rabat, n°1, printemps.
- Akesbi, N. (2003). Développement et politiques agro-alimentaires dans la région Méditerranéenne : Rapport National Maroc 2002, Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes, Rapport annuel 2002, Paris.
- Aboury, M. (2003). Ingénieurs agronomes chômeurs : Le programme de location des terres agricoles est un cadeau empoisonné, Al Ayam, hebdomadaire en arabe, Casablanca, 10 avril 2003.
- Achehbar, S. (2003). Les marocains fâchés avec le poisson ?, Tel Quel, hebdomadaire, Casablanca, 17 mai.
- Agueniou, S. (2003, a). Le Maroc assez bien noté par le FMI, L'Economiste, quotidien, Casablanca, 16 mai.
- Agueniou, S. (2003, b). Le « papier » Maroc plébiscité, L'Economiste, quotidien, Casablanca, 4 juillet.
- Anthioumane, T. (2002). Marchés des céréales : L'urgence de la modernisation, La Gazette du Maroc, hebdomadaire, Casablanca, 22 avril.
- Arif, H. (2003). La récolte sera bonne, la croissance aussi, La Vérité, hebdomadaire, Casablanca, 17 mai.
- Belmaâza, M. (2003). Minotiers : La subvention à la farine nationale décriée, Le Journal hebdomadaire, 25 janvier.
- Ben Driss, A. (2002). L'agroalimentaire en butte à la sécheresse : les industriels déboussolés ; La Vérité, hebdomadaire, Casablanca, 25 octobre.
- Benmansour, S. (2003, a). Patrimoine foncier Sodea/ Sogeta : c'est la ruée !, La Vie économique, hebdomadaire, Casablanca, 6 juin.
- Benmansour, S. (2003, b). La BMAO coûtera 0 DH au Crédit agricole, La Vie économique, hebdomadaire, 18 juillet.
- Benmansour, S. (2003, c). Sodea et Sogeta : 34.000 ha à concéder au privé, La Vie économique, hebdomadaire, 31 juillet.
- Boubrhimi, N. (2003). Les boulangeries appellent à une augmentation du prix du pain, L'Economiste, quotidien, 20 juin.
- Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (Ciheam, 2003). Développement et politiques agro-alimentaires dans la région Méditerranéenne, Rapport annuel 2002, Paris.
- Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (Ciheam, 2003) : Annuaire des Economies Agricoles et Alimentaires des Pays Méditerranéens et Arabes, Médagri 2003, Paris-Montpellier.
- Challot, H. (2001). Pluie : La grande attente, Libération, quotidien, Casablanca, 11 octobre.
- Chankou, A. (1999). Le blé occulte, Maroc Hebdo, Casablanca, 23 avril.
- Chaoui, M. (2003, a). Céréales : Nouveau système des droits à l'importation, L'Economiste, quotidien, 6 mai.
- Chaoui, M. (2003, b). Sodea et Sogeta : Jettou valide le plan de restructuration, L'Economiste, Casablanca, 27 mai.
- Collectif (1999). Le secteur des pêches maritimes au Maroc, Dossier, Revue d'Information de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur, n°264, mai.
- Commission des Communautés Européennes (CCE, 1995a). Accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés Européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part. Document Final MA 15/11/95, COM(95) 740 final, 95/0363 (AVC), Bruxelles, 20.12.1995.
- Direction de la Politique Economique Générale (2002). Indicateurs extraits des tableaux de bord, Ministère de l'Economie, des Finance et des privatisations, Rabat, version mise à jours au 28 mai 2002.
- Direction de la Politique Economique Générale (2003). « Notes », « Actualité économique nationale, Bilan 2002 », et Tableau de bord, Ministère des Finances et des Privatisations, Rabat, février.
- Direction de la Production Végétale (2003). Bilan de la campagne agricole 2001-2002, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Rabat, mai.
- Direction de la statistique (2003). Comptes de la Nation, séries 1980 – 2002, Rabat.

- El Maârroufi, M. (2002, a). Campagne agricole : 500.000 ha déjà mis en valeur, La Vie économique, 13 septembre.
- El Maaroufi, M. (2002, b). S'il ne pleut pas dans 15 jours, la campagne agricole sera compromise, La Vie Economique, hebdomadaire, Casablanca, 8 février.
- El Maârroufi, M. (2003). Les boulangers exigent 30 centimes de plus, La Vie économique, hebdomadaire, 11 juillet.
- El Mouadine, W. (2003). « La prévision n'est pas une science exacte », La Vérité, 28 juin.
- FAO (2001). Annuaires des statistiques des pêches ; Tableaux récapitulatifs.
- Fassi, N. (2003). Négociations agricoles Maroc-UE : un accord win-win ?, L'Economiste, quotidien, Casablanca, 1er octobre.
- Guennouni, A. (2002). La campagne agricole a bien démarré, La Vie économique, hebdomadaire, Casablanca, 27 décembre.
- Hachimi Alaoui, N. (2003, a). Pêche : un secteur pris dans les filets de ses vétérans, Le Journal Hebdomadaire, Casablanca, 22 mars.
- Hachimi Alaoui, N. (2003, b). Le Maroc, cancre du développement, Le Journal hebdomadaire, Casablanca, 12 juillet.
- Hachimi Alaoui, N. (2003, c). Le négociateur, Le Journal Hebdomadaire, 4 octobre.
- Hassan, R. (2003). Sodea et Sogeta : parties avec 305.000 ha, elles terminent avec 124.306 ha, et une perte de plus de 180.000 ha, Al Mounaâtaf, quotidien en arabe, Rabat, 24 et 25 juillet.
- Hmaity, A. (2003). Farine subventionnée : Les minotiers agonisent, L'Economiste, quotidien, 8 mai.
- Jamaï, M. et Iraqi, F. (2003). Le Maroc soumet son économie à un vote international, Le Journal Hebdomadaire, Casablanca, 28 juin.
- Kabli, M. (2002). Chraïbi, le Président de la Fenagri/ Ficopam reconstitue le puzzle des négociations Maroc-UE, L'Economiste, quotidien économique, Casablanca, 14 mars.
- Khatib, Y. (2003). 3.500 agriculteurs font face à Jettou, Al Bidaoui, hebdomadaire, Casablanca, 19 juin.
- Laâbi, Ch. (2003). La majorité est là. Au travail ! La Vie économique, hebdomadaire, Casablanca, 29 novembre.
- Laaboudi, M. (2001). Campagne agricole 2001-2002 : Après les pluies, les travaux redémarrent, L'Economiste, quotidien, Casablanca, 17 décembre.
- Masmoudi, Kh. (2003, a). La CNCA s'oppose à de nouvelles annulations de dette des agriculteurs, L'Economiste, quotidien, 21 mars 2003.
- Masmoudi, Kh. (2003, b). Sodea-Sogeta : Le plan social dans sa phase finale, L'Economiste, quotidien, Casablanca, 18 septembre.
- Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes (2000). Pour une stratégie de développement à long terme de l'agriculture marocaine, Colloque National de l'Agriculture et du Développement Rural, Rabat, 19-20 juillet.
- Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes, Conseil Général du Développement Rural (1999). Stratégie 2020 de développement rural, Document de Référence et Document de synthèse, Rabat.
- Moujahid, M. (2002, a). Pêche : Ce que l'on gagne sans les accords avec l'UE, La Vie économique, hebdomadaire, Casablanca, 29 novembre.
- Moujahid, M. (2002, b). Pêche : Les bienfaits de la non reconduction de l'accord avec l'UE, La Vie économique, hebdomadaire, Casablanca, 24 mai.
- Oudghiri, M. & Masmoudi, Kh. (2003). Driss Jettou aux patrons : « Arriverez-vous à suivre ?! », Dossier sur le programme économique du gouvernement, L'Economiste, quotidien, Casablanca, 24 février.
- Premier Ministre (2002). Discours de politique générale, Le Matin du sahara et Al Ittihad Al Ichiraki, quotidiens, Casablanca, 23 novembre 2002.
- Premier Ministre (2003). Bilan d'étape, Discours prononcé devant la Chambre des représentants, 10 juillet.
- Programme des Nations-Unis pour le Développement (2003). Rapport sur le développement humain 2003.
- Raji, F. (2003). Maroc – Union Européenne, le nécessaire rééquilibrage, Le Terroir, Revue du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Rabat, juin.
- Rboub, A. (2003). Le tollé des agriculteurs-locataires de la Sogeta, L'Economiste, quotidien, Casablanca, 12 juin.
- Revue d'Information de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur (2002). L'économie marocaine en 2002, numéro spécial 228, Casablanca, novembre – décembre.
- Triki, L. (2002). Une campagne somme toute moyenne, La Vie Economique, hebdomadaire, Casablanca, 24 mai.
- Tritki, Kh. & Benyouref, N. (2003). Pêche maritime : Assez de tractations, place à l'action !, Dossier ; Economie & Entreprise, mensuel, Casablanca, juin.
- World Bank (2003). World development Indicators 2003, Washington DC.
- Yahi, M. (2002). La Sodea et la Sogeta : Dissolution salutaire, La Vérité, hebdomadaire, Casablanca, 2. août.
- Banque Mondiale: www.worldbank.org
- Commission Européenne: http://europa.eu.int/comm/external_relations
- CCE – Eurostat : www.europa.eu.int/comm/eurostat/
- Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (Ciheam) : www.ciheam.org
- Ciheam, Observatoire Méditerranéen : www.medobs.org
- Direction de la Politique Economique Générale, Ministère de l'Economie, des Finance et des privatisations, Rabat : www.mfie.gov.ma/dpeg
- Direction de la statistique, Rabat: www.statistic.gov.ma
- Etablissement Autonome de Coordination et de Contrôle des Exportations, Casablanca: www.eacce.org.ma.
- Food and Agriculture Organisation (FAO): www.fao.org/fi/statist
- Premier ministre du Maroc : www.pm.gov.ma
- Programme des Nations-Unis pour le Développement (PNUD). www.undp.gov
- Central Bank Of The Republic Of Turkey, Monetary Policy Report, January 2003
- Commission Of The European Communities, 2002 Regular Report On Turkey's Progress Towards Accession Brussels, Sec(2002) 1412, 9.10.2002
- Export Promotion Center Of Turkey – Igeme 2000, Fishery

- Export Promotion Center Of Turkey - Igeme, 2000, Frozen Fruits And Vegetables
- Export Promotion Center Of Turkey - Igeme, 2000, Fruit Juice And Concentrates
- Export Promotion Center Of Turkey - Igeme, 2000, Milling Industry Products
- Export Promotion Center Of Turkey - Igeme, 2002, Canned Fruits And Vegetables.
- Export Promotion Center Of Turkey - Igeme, 2002, Dairy Products
- Export Promotion Center Of Turkey - Igeme, 2002, Olive Oil And Other Vegetable Oils
- Export Promotion Center Of Turkey - Igeme, 2002, Sugar And Chocolate Confectionery Sector In Turkey
- [Http://www.Die.Gov.Tr/English/Sonist/Disticist/08070310.Gif](http://www.Die.Gov.Tr/English/Sonist/Disticist/08070310.Gif)
- [Http://www.Die.Gov.Tr/English/Sonist/Gsmh/300603t8.Gif](http://www.Die.Gov.Tr/English/Sonist/Gsmh/300603t8.Gif)
- [Http://www.Die.Gov.Tr/Turkish/Sonist/Gsmh/300603t.Html](http://www.Die.Gov.Tr/Turkish/Sonist/Gsmh/300603t.Html)
- [Http://www.Die.Gov.Tr/Turkish/Sonist/Gsmh/310303t.Html](http://www.Die.Gov.Tr/Turkish/Sonist/Gsmh/310303t.Html)
- [Http://www.Dtm.Gov.Tr/Ead/English/Ekolar/Eko04-Ing.Xls](http://www.Dtm.Gov.Tr/Ead/English/Ekolar/Eko04-Ing.Xls)
- [Http://www.Dtm.Gov.Tr/Ead/English/Ekolar/Eko05-Ing.Xls](http://www.Dtm.Gov.Tr/Ead/English/Ekolar/Eko05-Ing.Xls)
- Republic Of Turkey, Pre-Accession Economic Programme 2002, Ankara, August 2002
- Sis, Turkish Economy Statistics And Analysis, Ankara, May 2002, P. Xxiii.
- Spo, Developments In Economic And Social Sectors, Ankara, 2002.
- Spo, Eighth Five Year Development Plan (2001-2005) 2003 Annual Program, Ankara, 2002.
- The Central Bank Of The Republic Of Turkey, 2002 Annual Report, Ankara, 2003.
- Turkish Grain Board, Weekly Grain Bulletin, Number 2003/06, 2003.
- Usda, Turkey Cotton And Products Annual 2003, Gain Report #Tu3013, 6/2/2003.
- Usda, Turkey Food And Agricultural Import Regulations And Standards Country Report 2003, Gain Report #Tu3008, 3/31/2003.
- Usda, Turkey Grain And Feed Annual 2003, Gain Report #Tu3004, 3/6/2003.
- Usda, Turkeyagricultural Situation Got Announces Agricultural Tariff Increases2002, Date: Gain Report #Tu2028, 6/25/2002.
- Institut national de la statistique et des études économiques : www.insee.fr
- Ministère de l'agriculture et de la pêche : www.agriculture.gouv.fr
- Agreste, la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr
- Portail français de l'agriculture et de la pêche : www.wagri.fr/user/indexflash.html
- Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : www.minefi.gouv.fr
- Ministère de l'écologie et du développement durable : www.environnement.gouv.fr
- L'association interprofessionnelle de l'olive : www.oleiculture.com
- Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement : www.cirad.fr
- Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) : www.cnrs.fr
- Institut de Recherche pour le Développement (IRD) : www.ird.fr
- Institut de recherche pour l'ingénierie de l'agriculture et de l'environnement : www.cemagref.fr
- Ministère de l'économie et des finances : www.tesoro.it
- Ministère de la politique agricole et de la forêt : www.politicheagricole.it
- Institut national de statistique : www.istat.it/English/index.htm
- Institut de recherche pour les aliments et les nutriments : inn.ingrm.it
- Institut national de l'économie rurale : www.istat.it/English/index.htm
- Institut national de la statistique : www.ine.pt/index_eng.htm
- Gouvernement : www.dgep.pt/menu princ.html
- Banque du Portugal : www.bportugal.pt
- Institut de développement rural et hydraulique : www.idrha.min-agricultura.pt
- Ministère de l'Agriculture, du Développement Agricole et des Pêches : www.min-agricultura.pt
- Budget économique 2002 - Ministère du Développement Economique - Novembre 2001.
- Rapport annuel de Banque Centrale de Tunisie 2001. Juillet 2002.
- Neuvième Plan de Développement Economique et social (1997 - 2001) - " Le Développement Agricole et les Ressources Naturelles " - Rapport général - Ministère de l'Agriculture - Juillet 1997.
- Evaluation à mi-parcours du IXème Plan – Rapport interne du Ministère de l'Agriculture.
- Evaluation du IXème Plan – Rapport du Ministère de l'Industrie.
- Xème Plan de Développement Economique et Social (2002-2206). Ministère du développement économique.
- Etude de la petite agriculture à caractère familial et social. Ministère de l'Agriculture – SCET Tunisie. Résumé et recommandations – Janvier 2001.
- Lasram, M. et Khaldi, A., "La situation de l'agriculture tunisienne en 2000 et les perspectives pour 2001". CIHEAM.
- MEDAGRI 2002-CIHEAM-IAM Montpellier.
- Institut National de la Statistique : www.ins.nat.tn
- Observatoire National de l'agriculture : www.onagri.nat.tn
- Centre de promotion des exportations : www.cepex.nat.tn
- Office National de l'Huile : www.onh.com.tn
- Agence de Promotion de l'Industrie (API) : www.tunisianindustry.nat.tn
- Agence de Promotion des Investissements Agricoles (APIA) : www.tunisie.com/apia
- Agence de Promotion de l' Investissement Extérieur (FIPA) : www.investintunisia.tn
- Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (UTICA) : www.utica.org.tn
- Banque Centrale de Tunisie : www.bct.gov.tn
- Union Tunisienne de l'Agriculture et de la pêche : www.utap.org.tn
- La compagnie Tunisienne pour l'Assurance du commerce extérieur : www.cotunace.com.tn